



Audit – Bureau de Nantes
5 rue Albert Londres
BP 20303

44303 Nantes Cedex 3

T : +33 (0)2 40 50 12 61

www.bakertilly.fr

OGEC LYCEE MARCEL CALLO

Association

Siège social : 21 rue Etienne Gascon
35600 RENNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



OGEC LYCEE MARCEL CALLO

Association

Siège social : 21 rue Etienne Gascon
35600 RENNES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 août 2024

À l'Assemblée générale de l'Association OGEC Lycée Marcel Callo,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC Lycée Marcel Callo relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivis par l'association, nous avons vérifié le bien fondé des produits des tiers financeurs en comptabilité. Nous nous sommes notamment assurés de leur correcte comptabilisation ainsi que de leur bon rattachement à l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association OGEC Lycée Marcel Callo.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.


En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes le 4 février 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Christine BLANLOEIL

✓ Certified by  yousign

Christine BLANLOEIL

COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31/08/2024

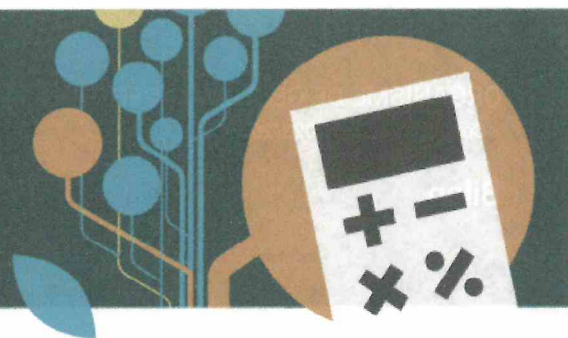
Résultat



2.1 Compte de Résultat Résumé > DU 01/09/2023 AU 31/08/2024

(en euros)	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22	Variation n/n-1	
Ressources privées	3 082 061	2 794 286	1 880 594	287 775	10.3%
Concours Publics	1 378 040	1 282 739	2 341 242	95 301	7.4%
Subv. de Fonctionnement Autres Activités	212 503	226 649	84 454	-14 146	-6.2%
Produits des Activités Annexes	39 069	43 039	37 255	-3 971	-9.2%
Cessions ou Vente de Produits	162 452	135 121	146 546	27 331	20.2%
Productions Immobilisées					
Autres Produits Divers	6 432	1 289	965	5 143	399%
Reprises Amortissements et Provisions	12 846	23 801	20 660	-10 954	-46%
Transferts de Charges	154			154	
Produits d'Exploitation	4 893 557	4 506 924	4 511 716	386 633	8.6%
Coûts de Personnel	2 622 857	2 639 375	2 079 832	-16 518	-0.6%
Consommations	1 541 354	1 400 431	1 215 982	140 923	10.1%
Services Extérieurs	306 683	286 856	273 125	19 827	6.9%
Autres Services Extérieurs	462 932	348 013	318 865	114 920	33%
Autres Impôts, Taxes et Assimilés	16 764	15 000	42 878	1 764	11.8%
Autres Charges de Gestion Courante	3 246	3 568	5 387	-322	-9%
Dotations aux Amort. et Provisions	1 124 116	966 802	848 134	157 314	16.3%
Charges d'Exploitation	6 077 952	5 660 045	4 784 203	417 908	7.4%
Résultat d'exploitation	-1 184 395	-1 153 120	-272 487	-31 275	2.7%
Produits Financiers	20 301	16 186	15 404	4 116	25.4%
Reprises Amortissements et Provisions	10 936	50 647	3 730	-39 711	-78.4%
Produits Financiers	31 237	66 832	19 134	-35 595	-53.3%
Dotations aux Amort. et Provisions		11 964	50 647	-11 964	-100%
Charges Financières	4 816	3 058	3 944	1 758	57.5%
Charges Financières	4 816	15 022	54 591	-10 206	-67.9%
Résultat Financier	26 421	51 810	-35 456	-25 389	-49%
Produits Exceptionnels	532 108	541 601	356 362	-9 493	-1.8%
Produits Exceptionnels	532 108	541 601	356 362	-9 493	-1.8%
Charges Exceptionnelles	72 151	51 577	4 535	20 574	39.9%
Charges Exceptionnelles	72 151	51 577	4 535	20 574	39.9%
Résultat exceptionnel	459 957	490 024	351 827	-30 067	-6.1%
Autres Gestions	5 093	2 972	2 091	2 120	71.3%
Autres Gestions	5 093	2 972	2 091	2 120	71.3%
Autres Gestions	-5 093	-2 972	-2 091	-2 120	71.3%
RESULTAT DE L'EXERCICE	-703 110	-614 259	41 792	-88 851	14.5%

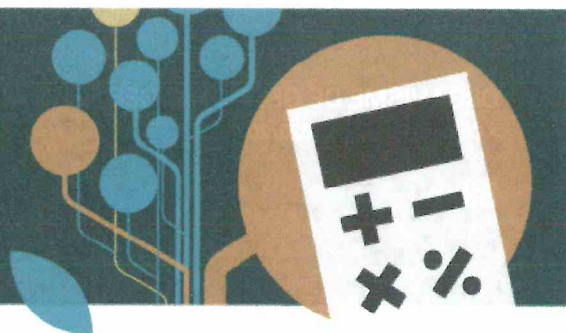
Bilan



3.1 Bilan Actif > DU 01/09/2023 AU 31/08/2024

(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	172 051	- 145 214	26 837	22 127	31 818
Total des Immobilisations Incorporelles	172 051	- 145 214	26 837	22 127	31 818
Terrains					
Aménagements de terrains	101 705	- 48 826	52 879	57 670	66 491
Constructions sur sol propre et leurs AAI					
Constructions sur sol d'autrui et leurs AAI	15 526 699	- 10 592 220	4 934 479	5 009 770	4 451 430
Installations, mobilier et matériel d'activité	14 099 742	- 12 621 950	1 477 792	1 419 620	1 409 159
Matériel de transport	144 659	- 111 470	33 188	44 461	16 327
Mobilier, matériel de bureau et d'informatique	175 279	- 141 275	34 004	23 173	22 502
Immobilisations en cours	47 783		47 783	144 592	477 963
Autres immobilisations	57 076	- 18 513	38 563	48 946	755
Total des Immobilisations Corporelles	30 152 944	- 23 534 255	6 618 689	6 748 233	6 444 628
Participations	59 621		59 621	59 621	59 621
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés					
Prêts	42 854	- 20 041	22 814	29 149	29 149
Dépôts et cautionnements versés	298		298	298	298
Autres créances immobilisées					
Total des Immobilisations Financières	102 773	- 20 041	82 732	89 068	89 068
Comptes de liaison entre établissements					
Total des Comptes de Liaison					
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	30 427 768	- 23 699 510	6 728 259	6 859 427	6 565 513
Stocks Divers					
Total des Stocks					
Fournisseurs : avances, acomptes versés	116 090		116 090	27 040	22 999
Familles ou élèves	128 382	- 5 160	123 222	513 557	637 818
Personnel et charges sociales	6 347		6 347	10 879	12 734
Etat et autres collectivités publiques	393 638		393 638	203 008	343 237
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés				9	
Comptes transitoires ou attente	14 782		14 782	12 717	
Débiteurs divers	195 771		195 771	99 311	45 783
Total des Créances et Comptes Rattachés	855 010	- 5 160	849 850	866 521	1 062 571
Placements	99 999	- 1 028	98 971	344 450	404 203
Intérêts courus non échus					
Total des Placements	99 999	- 1 028	98 971	344 450	404 203
Banques, établissements financiers et assimilés	278 787		278 787	746 871	1 176 414
Caisses	4 785		4 785	733	151
Régie d'avance et accreditifs					
Total des Disponibilités	283 572		283 572	747 604	1 176 565
Charges constatées d'avance	140 812		140 812	114 991	96 777
Total des Charges Constatées d'Avance	140 812		140 812	114 991	96 777
TOTAL ACTIF CIRCULANT ET ASSIMILE	1 379 393	- 6 188	1 373 205	2 073 567	2 740 116
Frais d'émission des emprunts					
Primes de remboursement des obligations					
TOTAL AUTRE					
TOTAL ACTIF	31 807 161	- 23 705 698	8 101 463	8 932 994	9 305 629

Bilan



3.2 Bilan Passif > DU 01/09/2023 AU 31/08/2024

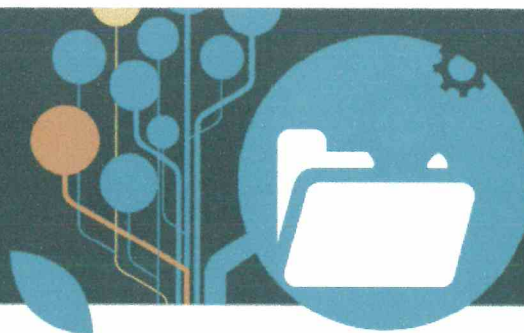
(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22
Première situation nette établie	32 951		32 951	32 951	32 951
Fonds statutaires					
Subventions d'investissements non renouvelables					
Fonds de trésorerie apportés					
Libéralités ayant le caractère d'apport					
Total des Fonds Propres Sans Droit de Reprise	32 951		32 951	32 951	32 951
Valeur des biens affectés					
Valeur des biens non affectés					
Libéralités					
Subventions d'investissements non renouvelables					
Total des Fonds Propres Avec Droit de Reprise					
Ecarts de réévaluation					
Total des Ecarts De Réévaluation					
Réserves statutaires					
Réserves d'investissement	928 917		928 917	928 917	887 125
Réserves de trésorerie	1 104 580		1 104 580	1 104 580	583 422
Autres réserves					
Total des Réserves	2 033 497		2 033 497	2 033 497	1 470 547
Droit des Propriétaires (Commodat)					
Total des Droit des Propriétaires					
Dotations consommables					
Total des Dotations consommables					
Report à nouveau	2 491 573		2 491 573	3 105 832	3 626 990
Résultat de l'exercice	- 703 110		- 703 110	- 614 259	41 792
Total des Résultats et Report à Nouveau	1 788 464		1 788 464	2 491 573	3 668 781
Taxe d'apprentissage	1 410 737	- 1 137 821	272 916	275 955	367 313
Autres subventions	6 043 008	- 3 401 259	2 641 750	2 626 591	2 556 201
Total des Subv. / Partic. d'Invest. Amortissables	7 453 746	- 4 539 079	2 914 666	2 902 546	2 923 513
TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES	11 308 657	- 4 539 079	6 769 577	7 460 567	8 095 793
Fonds dédiés sur subv. de fonctionnement					1 355
Fonds dédiés sur dons manuels affectés					
Fonds dédiés sur legs et donations affectés					
Total des Fonds Dédiés					1 355
Provisions réglementées					
Total des Provisions réglementées					
Provisions pour risques	88 000		88 000	30 000	
Provisions pour charges	103 321		103 321	101 882	114 926
Total des Provisions	191 321		191 321	131 882	114 926
Comptes de liaison entre établissements					
Total des Comptes de Liaison					
Capital emprunté	449 142		449 142	539 778	300 210
Intérêts	1 510		1 510	46	56
Concours bancaires courants					
Total des Emprunts et Dettes Bancaires	450 652		450 652	539 824	300 266
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	257 156		257 156	229 254	434 007
Fournisseurs et comptes rattachés	221 177		221 177	203 941	182 172
Familles ou élèves : avances reçues	55 580		55 580	59 569	61 756
Dettes relatives au personnel	128 388		128 388	254 687	82 280
Etat et autres collectivités publiques	20 115		20 115	43 149	29 942
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés	1 431		1 431		633
Autres dettes	6 066		6 066	10 122	2 500
Total des Autres Dettes	689 913		689 913	800 721	793 290
Produits constatés d'avance					
Total des Produits Constatés d'Avance et Abonnement					
TOTAL DETTES ET ASSIMILEES	1 331 886		1 331 886	1 472 427	1 209 836
TOTAL PASSIF	12 640 543	- 4 539 079	8 101 463	8 932 994	9 305 629

Chapitre 5

Annexes



Annexes



5.1 Annexe des Comptes Sociaux > DU 01/09/2023 AU 31/08/2024

1. Présentation de l'Entité

Présentation de l'entité : « l'objet social est d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale. L'entité est dotée de deux organes :

- L'Assemblée Générale (AG), organe de délibération. Elle rend compte aux adhérents et détermine les grandes orientations.
- Le Conseil d'Administration (CA), organe d'administration. Il est élu par l'AG, gère l'établissement et élit le bureau (Président, secrétaire et trésorier).

L'Organisme de Gestion Lycée Privé Marcel Callo est un établissement exerçant sous tutelle FIC et sous contrat d'association avec l'Etat dans le cadre de la loi sur l'enseignement privé du 31 décembre 1959.

L'établissement dispense les activités suivantes :

- Lycée général
- Lycée technologique
- Lycée professionnel
- Supérieur
- Restauration gestion sous-traitée
- Internat

2. Règles et Méthodes Comptables

2.1 Principes Comptables et Méthodes de Base

Les comptes arrêtés au 31/08/2024 sur une durée de 12 mois, présentés en euros, ont été établis conformément aux :

- Règlement ANC n°2018-06
- Règlement ANC n°2014-03
- Dispositions du Plan Comptable des établissements d'enseignement privés de septembre 2023

2.2 Changement de Méthodes et Comparabilité des comptes

Il n'y a pas de changement de méthode sur l'exercice.

3. Notes Relatives au Compte de Fonctionnement

3.1 Masse Salariale

La masse salariale est composée des salaires des personnels de droit privé et des éventuels coûts des personnels sous-traités. L'entité n'étant pas soumise à la TVA, elle est redevable de la taxe sur les salaires.

3.2 Impôts

L'entité est soumise à l'impôt sur les Sociétés au taux réduit sur ses revenus patrimoniaux (art. 206-5 du CGI) ; Cet impôt concerne :

- Les revenus des immeubles bâtis ou non bâtis
- Les revenus de capitaux mobiliers
- Les revenus d'exploitation agricole ou forestière

3.3 Activités Extra-scolaires

Les activités extra-scolaires peuvent influencer les soldes des postes consommations et produits des activités annexes. Pour connaître l'impact de ces activités, il est nécessaire de se référer au détail des comptes concernés.

3.4 Résultat Exceptionnel et Transfert de Charges

Les produits exceptionnels se sont élevés sur l'exercice à 523 k€. Les principaux postes sont les suivants :

- Q/P de subventions d'investissements virée au compte de résultat : 416 k€
- Taxe apprentissage affectée à l'amortissement des immobilisations subventionnées : 82 k€
- Acomptes élèves sortis : 3 k€
- Revalorisation forfait externat Etat 22-23 : 4 k€
- CFA ECB regul BTS MV 22-23 : 4 k€.

Les charges exceptionnelles se sont élevées sur l'exercice à 72 k€. Les principaux postes sont les suivants :

- Provision pour risques suite aux contrôles URSSAF : 40 k€
- Gaz internat solde 22-23 : 18 k€
- Aspect Bretagne - Avoir matériels BTS : 5 k€
- Trop perçu Karta 22-23 : 2 k€
- Dons bol de riz : 2 k€.

4. Notes Relatives au Bilan

4.1 Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Au sein du règlement ANC n°2014-03, il est fait application, pour les seuls immeubles, de règles particulières relatives à l'évaluation des immobilisations

Quelque soit leur nature, les immobilisations sont valorisées au bilan selon la méthode du coût historique complet.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée des biens. Les durées d'amortissement retenues par type de bien sont exposées dans le tableau ci-après.

Type d'Immobilisations	Durée
Immobilisations incorporelles	2 à 3 ans
Aménagement de terrains	3 à 10 ans
Gros oeuvres	20 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations Générales Techniques	10 à 15 ans
Agencements (intérieurs et décoration)	10 à 15 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
Matériels de transport	3 à 5 ans
Matériels de bureau	3 à 5 ans
Mobiliers scolaire	5 à 10 ans

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
	Frais d'établissement					
	Autres immobilisations incorporelles	153 219	18 832			172 051
	Total Immobilisations Incorporelles	153 219	18 832			172 051
	Terrains					
	Aménagement de terrains	98 537	3 168			101 705
	Constructions :					
	- Sur sol propre et leurs AAI					
	- Sur sol d'autrui et leurs AAI	15 011 009	371 098		144 592	15 526 699
	Autres immobilisations corporelles :					
	- Installations tech., matériels et outillages	13 605 674	494 068			14 099 742
	- Matériel de transport	144 659				144 659
	- Mobilier, matériel de bureau info	151 710	23 569			175 279
	Immobilisations corporelles en-cours	144 592	47 783		- 144 592	47 783
	Immobilisations grevées de droit					
	Autres immobilisations	51 760	5 317			57 076
	Total Immobilisations Corporelles	29 207 941	945 004			30 152 944

Le montant des immobilisations en cours au 31/08/2024 s'élève à 48 k€.

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des amortissements et provisions sur immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Virements de Poste à Poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
	Frais d'établissement					
	Autres immobilisations incorporelles	131 092	14 122			145 214
	Total Immobilisations Incorporelles	131 092	14 122			145 214
	Terrains					
	Aménagement de terrains	40 867	7 960			48 826
	Constructions :					
	- Sur sol propre et leurs AAI					
	- Sur sol d'autrui et leurs AAI	10 001 239	590 981			10 592 220
	Autres immobilisations corporelles :					
	- Installations tech., matériels et outillages	12 186 054	435 895			12 621 950
	- Matériel de transport	100 198	11 273			111 470
	- Mobilier, matériel de bureau info	128 537	12 738			141 275
	Immobilisations corporelles en-cours					
	Immobilisations grevées de droit					
	Autres immobilisations	2 813	15 700			18 513
	Total Immobilisations Corporelles	22 459 708	1 074 547			23 534 255

4.2 Immobilisations Financières

Les tableaux ci-après mentionnent les mouvements des immobilisations financières et des amortissements/provisions de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
	Participations	59 621				59 621
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immobilisés					
	Prêts	49 190		6 335		42 854
	Dépôts et cautionnements	298				298
	Autres créances immobilisées					
	Total Immobilisations Financières	109 108		6 335		102 773

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Virements de Poste à Poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
	Participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immobilisés					
	Prêts	20 041				20 041
	Dépôts et cautionnements					
	Autres créances immobilisées					
	Total Immobilisations Financières	20 041				20 041

Le tableau ci-après mentionne les échéances des immobilisations financières :

(en euros)	ECHEANCES DES IMMO. FINANCIERES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
	Participations	59 621		59 621
	Créances rattachées à des participations			
	Titres immobilisés			
	Prêts	42 854		42 854
	Dépôts et cautionnements	298		298
	Autres créances immobilisées			
	Total Immobilisations Financières	102 773		102 773

4.3 Stock et Créances

Les stocks sont évalués en intégrant au prix d'achat les frais accessoires. Certains éléments sont classés en "charges constatées d'avance".

Les créances sont évaluées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

Le tableau ci-après mentionne les dépréciations constatées sur les stocks et créances :

(en euros)	MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Sur stocks et en cours					
Sur comptes usagers		1 999	4 511	1 349	5 160
Autres créances					
Total Dépréciations sur Stocks et Créances		1 999	4 511	1 349	5 160

Le tableau ci-après mentionne les échéances des stocks et créances :

(en euros)	ECHÉANCES DES CRÉANCES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Total des Comptes de liaison				
Total des Stocks				
Fournisseurs : avances , acomptes versés		116 090	116 090	
Familles ou élèves		128 382	128 382	
Personnel et charges sociales		6 347	6 347	
Etat et autres collectivités publiques		393 638	393 638	
Confédération , fédérations , associations et apparentés				
Comptes transitoires ou attente		14 782	14 782	
Débiteurs divers		195 771	195 771	
Régie d'avance et accreditifs				
Charges constatées d'avance		140 812	140 812	
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Intérêts d'emprunt à étaler				
Total des Créances		995 822	995 822	

4.4 Placements

Le tableau ci-après mentionne les valeurs des placements financiers et les plus/moins values constatées à la clôture :

(en euros)	NATURE DES PLACEMENTS	Solde Comptable	Valeur de Marché	Plus Value latentes	Moins Value latentes
	Sicav et Fcp	99 999	98 971		1 028
	Bons de caisse et Dépôts à terme				
	Obligations				
	Autres valeurs mobilières				
	Immobilisations financières cotées				
	Total des Placements Financiers	99 999	98 971		1 028

4.5 Charges Constatées d'Avance

Elles regroupent des dépenses de fournitures scolaires pour la rentrée suivante, des charges d'assurance et de frais généraux.

4.6 Subventions d'Investissement

Les subventions sont enregistrées en Fonds associatifs et reprises de manière échelonnée dans le compte de résultat par le compte 777 « Quote-part de subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice ».

4.7 Affectation du Résultat

Le résultat de l'exercice a été affecté en report à nouveau, conformément à la délibération de l'assemblée générale.

4.8 Taxe d'Apprentissage

La taxe d'apprentissage affectée à l'investissement est amortie par le compte de résultat en fonction de la durée de vie économique des biens par le compte de résultat par le compte 777.

4.9 Fonds Associatifs

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des fonds associatifs de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES FONDS PROPRES	Montant en début d'Exercice	Augmentations	Diminutions	Virements de Poste à Poste	Montant en fin d'Exercice
Valeur du patrimoine intégré		32 951				32 951
Fonds statutaires						
Subventions d'invest. non renouvelables						
Fonds de trésorerie apportés						
Libéralités ayant le caractère d'apport						
Tot Fonds Assoc. Sans Droit de Reprise		32 951				32 951
Valeur des biens affectés						
Valeur des biens non affectés						
Libéralités						
Subventions d'invest. sous condition						
Tot Fonds Assoc. Avec Droit de Reprise						
Ecart de réévaluation						
Réserves statutaires						
Réserve pour investissement		928 917				928 917
Réserve de trésorerie		1 104 580				1 104 580
Autres réserves						
Total des Réserves		2 033 497				2 033 497
Report à nouveau		3 105 832			- 614 259	2 491 573
Résultat de l'exercice		- 614 259		703 110	614 259	- 703 110
Tot des résultats et reports à nouveaux		2 491 573		703 110		1 788 464
Taxe d'apprentissage affectée à l'équip		1 332 062	78 675			1 410 737
Autres Subventions		5 593 462	449 546			6 043 008
Amort. T.A. affectée à l'équipement		- 1 056 107	- 81 714			- 1 137 821
Amortissement autres subventions		- 2 966 871	- 434 387			- 3 401 259
Total des Subv. d'Invest. Amortissables		2 902 546	12 120			2 914 666
TOTAL GENERAL		7 460 567	12 120	703 110		6 769 577

4.10 Provisions pour Risques et Charges

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été évaluée à partir d'un taux d'actualisation de 3.5% et de GVT de 1.5%. En application de la Convention Collective "EPNL IDCC 3218" version en vigueur du 11 avril 2022, elle s'élève au 31/08/2024 à 103 k €.

Le tableau ci-après mentionne les provisions constatées à la clôture :

(en euros)	MOUVEMENTS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Montant en début d'Exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'Exercice
Provisions pour risques d'emploi					
Provisions pour pensions et obligations similaires		101 882	12 936	11 497	103 321
Provisions pour gros entretiens					
Autres provisions pour risques et charges		30 000	58 000		88 000
		131 882	70 936	11 497	191 321

4.11 Emprunts

Le tableau ci-après mentionne les emprunts existants à la clôture :

(en euros)	Date d'Octroi	Taux	Date de fin	Annuité	Capital Initial Emprunté	Capital Remboursé en cours d'Exercice	Capital restant à rembourser	A 1 an	De 1 à 5 ans	Au delà de 5 ans
	15/11/2015	1,18% (F)	15/11/2025	31 981	300 000	30 875	62 847	31 239	31 608	
	18/05/2018	0,95% (F)	18/05/2028	31 459	300 000	30 203	115 851	30 491	85 359	
	05/09/2022	0,33% (F)	05/09/2032	30 547	300 000	29 557	270 442	29 654	119 600	121 187
Total				93 987	900 000	90 635	449 141	91 385	236 568	121 187

Liste des garanties données :

- L'emprunt d'un montant de 300 k€ du 5 septembre 2022 (CE) est garanti par nantissement de compte d'épargne à hauteur de 150 k€.
- L'emprunt d'un montant de 300 k€ du 18 mai 2018 (SG) est garanti par nantissement du livret A à hauteur de 100 k€.

4.12 Autres Dettes et Produits Constatés d'Avance

Le tableau ci-après mentionne les échéances des autres dettes et produits constatés d'avance :

(en euros)	ECHEANCES DES DETTES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Comptes de Liaison entre Etablissements				
Capital emprunté		449 142	91 386	357 756
Intérêts		1 510	1 510	
Concours bancaires courants, cptes créditeurs de banque				
Total des Emprunts et Dettes Bancaires		450 652	92 896	357 756
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		257 156	257 156	
Fournisseurs et comptes rattachés		221 177	221 177	
Familles ou élèves : avances reçues		55 580	55 580	
Dettes relatives au personnel		128 388	128 388	
Etat et autres collectivités publiques		20 115	20 115	
Confédération, fédérations, associations et apparentés		1 431	1 431	
Autres dettes		6 066	6 066	
Produits constatés d'avance				
Dettes et Assimilées		689 913	689 913	

5. Autres Informations

5.1 Effectifs

L'effectif salarié au 31/08/2024 représente 53 ETP. Le nombre d'enseignants s'élève à 82 postes.

5.2 Rémunération des Dirigeants

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le Chef d'Etablissement, le Président et le Trésorier.

Le Président et le Trésorier ne percevant aucune rémunération, communiquer la rémunération des trois plus hauts dirigeants reviendrait à donner une information individuelle préjudiciable à son caractère confidentiel (réponse ministérielle n°01630, J.O. Sénat).

5.3 Honoraires du Commissaire aux Comptes

Sur l'exercice, les honoraires du Commissaire aux Comptes s'élèvent à 11 K€.



5.2 Quelques indicateurs RSE > DU 01/09/2023 AU 31/08/2024

6. Quelques indicateurs RSE

6.1 Indice de positionnement social

Il correspond à un résumé quantitatif d'un ensemble d'attributs socio-économiques et culturels liés à la réussite scolaire. Plus l'indice de position sociale (IPS) est élevé, plus les élèves sont en moyenne d'origine sociale favorisée. Plus il est faible, plus les élèves sont d'origine défavorisée socialement.

L'IPS de votre établissement :

- Lycée polyvalent Marcel Callo : 110,1

6.2 Tarification différenciée

La mise en place d'une tarification sociale consiste à proposer aux familles des tarifs différents en fonction de leurs capacités financières. Cette pratique s'est développée ces dernières années.

Le contrat de scolarisation impose-t-il ou offre-t-il la possibilité à la famille de choisir son tarif ?

Non

6.3 Elèves boursiers

Les bourses sont attribuées pour une année scolaire. Elles se déclinent en plusieurs échelons selon les ressources de la ou des personnes assumant la charge de l'élève et selon le nombre d'enfants à charge. Le nombre d'élèves boursiers dans votre établissement est de 10,43 %.

6.4 Effectif permanent (CDI à temps plein)

Sur le dernier mois de l'exercice et à partir du 1er jour de présence sur le mois, le nombre de salariés en contrat à durée indéterminée (CDI) à temps plein est de 36.

NB: les forfaits jours réduits sont comptabilisés en temps plein.

Les CDI dont le temps de travail est inférieur à 151.67h (horaire rémunéré sur le bulletin de paie) ne sont pas décomptés dans cet indicateur.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.5 Répartition par sexe de l'effectif total

Votre effectif moyen sur l'exercice (personnel de droit privé) est composé de 51 hommes (58 %) et 36 femmes (42 %).

1 salarié = 1 effectif, quel que soit le temps de travail et le type de contrat ou convention ou mandat.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.6 Répartition par âge de l'effectif total

Les effectifs physiques par tranche d'âge se répartissent ainsi :

- Entre 15 et 19 ans : 1,5 salariés
- Entre 20 et 29 ans : 9,2 salariés
- Entre 30 et 39 ans : 13,7 salariés
- Entre 40 et 49 ans : 24,8 salariés
- Entre 50 et 59 ans : 33,4 salariés
- Entre 60 et 69 ans : 4 salariés

1 personne = 1 effectif, quel que soit le temps de travail et le type de contrat ou convention ou mandat.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.7 Contribution volontaire en nature

L'établissement n'a pas enregistré de contribution volontaire en nature sur l'exercice.

